



United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization

Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Organización
de las Naciones Unidas
para la Educación,
la Ciencia y la Cultura

Организация
Объединенных Наций по
вопросам образования,
науки и культуры

منظمة الأمم المتحدة
للترقية والعلم والثقافة

联合国教育、
科学及文化组织

**Discours de Mme Audrey Azoulay,
Directrice générale de l'UNESCO
au Conseil exécutif extraordinaire
organisé en raison de la pandémie COVID-19
8 juin 2020**

Monsieur le Président du Conseil exécutif,
Monsieur le Président de la Conférence générale,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

En l'espace de quelques semaines, un virus de 100 nanomètres a rappelé à l'humanité sa vulnérabilité biologique intrinsèque et à nos civilisations technologiques hyper-connectées qu'elles aussi étaient fragiles sinon mortelles.

Cette crise sanitaire n'est certes pas la première de notre histoire, mais jamais peut-être l'humanité n'aura eu, dans son ensemble, à l'affronter de manière simultanée et précipitée à cette échelle sous toutes les latitudes, dans une mondialisation de masse des phénomènes épidémiques, inédite selon les termes de l'historienne Françoise Hildesheimer.

Difficile de ne pas voir à quel point le mandat de l'UNESCO est directement percuté et légitimé par cette crise, à quel point les sujets qui sont les nôtres, qu'il s'agisse de l'éducation, des sciences, de la culture ou de l'information, sont directement concernés à la fois par les conséquences de cette crise, et par les réponses qu'il faut lui apporter.

Je voudrais revenir brièvement sur deux grands aspects de cette réponse : d'abord celui, crucial, de la gestion de cette crise sanitaire pour l'organisation de notre travail ; ensuite, la réponse de fond de l'UNESCO au COVID et l'impact que cette crise a eu sur notre programme de travail.

L'organisation du travail d'abord.

Des décisions fortes ont été prises, fondées sur les recommandations de notre État-hôte pour le Siège, et sur les recommandations des États correspondants pour nos bureaux hors-Siège ; mais nos mesures allaient souvent au-delà de ces recommandations nationales, puisque nous avons la particularité d'être une organisation internationale et donc plus à risque.

Ces décisions, qui ont abouti à un télétravail généralisé, je ne les détaillerai pas, car vous en avez été constamment informés. Elles se sont montrées efficaces puisque l'UNESCO n'est pas devenue l'un de ces redoutés clusters.

Nous avons eu cependant notre lot de personnel affecté : 7 cas ont à ce jour confirmés - mais probablement plus ont contracté la maladie.

Certaines délégations permanentes n'ont pas non plus été épargnées. Nous avons été très peiné par la disparition, dans son pays, du Délégué permanent adjoint de la République démocratique du Congo, le Professeur Manda Kizabi, homme épris de culture.

Nous avons aussi perdu le sourire de Manu Dibango, artiste de l'UNESCO pour la paix, fier d'être « un musicien du bal planétaire ».

Malgré ces conditions inédites, inouïes même, les personnels de l'UNESCO ont su adapter leurs méthodes de travail, démontrant un véritable sens du service public que je voudrais particulièrement saluer. Nous aurons des leçons à en tirer pour l'organisation du travail dans l'après-Covid.

Je veux ici dire notre respect et notre gratitude aux équipes de l'UNESCO et rendre particulièrement hommage à celles et ceux qui sont souvent dans l'ombre, en soutien : les équipes de nettoyage, les services généraux et les ateliers, l'informatique, les ressources humaines, la sécurité au sens large, les équipes de communication interne et externe, très mobilisées, et bien sûr le service médical.

Je me réjouis avec vous que nous ayons créé, au début de la transformation stratégique, un secteur d'administration et de management, ce qui a permis de gérer cette crise de façon cohérente et unifiée.

Aujourd'hui, à la fin du mois de mai, nos principes d'organisation - précaution, progressivité et pragmatisme - restent valables.

Toutes ces informations relatives à notre organisation, nous avons tenu à vous les transmettre au fur et à mesure, en adressant aux délégations permanentes auprès de l'UNESCO l'ensemble de ces messages de communication interne, en complément des outils dédiés : car les délégations permanentes sont aussi directement concernées par beaucoup des décisions prises, au premier chef celles concernant la limitation des réunions physiques.

Cet impératif de transparence, qui est aussi un gage de confiance, nous a paru d'autant plus nécessaire que la situation évoluait rapidement, souvent d'un jour à l'autre.

Je veux à cet égard adresser des remerciements tout particuliers au président de la Conférence générale et au président du Conseil exécutif, pour leur disponibilité sans faille.

Permettez-moi d'en venir maintenant à l'impact programmatique de cette crise sur notre Organisation.

Dans un contexte politique que l'on sait difficile, les organisations des Nations unies se sont très vite mobilisées et ont impulsé un Cadre spécifique pour la réponse socio-économique immédiate au COVID-19.

Dans cette stratégie concertée, l'UNESCO a un rôle central à jouer et l'a fait valoir avec succès dans les instances onusiennes.

Le Cadre d'action de l'ONU reflète ainsi pleinement les priorités de notre Organisation, illustrant ainsi la pertinence de notre mandat dans ce contexte de crise globale.

Agir fort, agir vite, agir ensemble, ne pas se laisser entraîner dans le silence auquel aurait pu conduire la suspension de tous les événements prévus, au Siège et dans tous ces pays qui s'étaient portés volontaires pour accueillir nos grands rendez-vous : tout cela était essentiel, car c'est bien le cœur de notre mandat qui s'est trouvé percuté par cette crise.

Percuté mais aussi, d'une certaine manière, relégitimé tant la centralité des sujets traités par l'UNESCO a été mise en évidence dans cette crise.

C'est en effet une crise sans précédent pour l'éducation, qui a vu la quasi-totalité des élèves du monde ne plus pouvoir se rendre à l'école : plus de 91% des élèves dans plus de 190 pays au pic du 1er avril 2020.

C'est aussi une crise pour la culture, qui a vu son cours normal être suspendu, son avenir économique s'assombrir mais aussi naître de nouvelles formes de créativité, avec un rôle plus cardinal encore du numérique.

Cette crise est aussi la démonstration implacable du besoin de coopération dans les sciences, exactes, naturelles comme humaines, de la nécessité de partager les données et les résultats de la recherche, de favoriser l'interdisciplinarité scientifique.

C'est la question de l'éthique des sciences, pour le traitement des données à large échelle par l'intelligence artificielle, avec la question de la finalité de leur utilisation.

C'est la question de la biodiversité, dont le recul rend plus probable la transmission à l'espèce humaine des virus portés par les animaux sauvages. Et en cette journée mondiale des Océans, il est important de rappeler l'imbrication des crises et de leurs effets collatéraux sur notre environnement et nos modes de vies.

C'est aussi la nécessité d'un journalisme libre et indépendant, qui permette de s'informer sur les faits à un moment décisif pour la santé.

C'est la question de l'égalité des genres, avec les régressions trop souvent observées dans la crise.

C'est la question de l'Afrique, qui est notre priorité, et celle de sa résilience, dont dépend notre avenir commun.

C'est la question des plus vulnérables et des inégalités, préexistantes mais exacerbées par la crise, dans tous nos domaines d'intervention.

Voilà toutes les raisons qui nous ont conduits, pour ne pas sacrifier dans la crise nos objectifs stratégiques, à adapter notre action, pour vous accompagner, dans la solidarité intrinsèque à notre organisation.

Nous avons développé cette réponse, avec des moyens que vous savez limités, en agissant dans trois directions principales : en établissant des diagnostics et des plateformes de partage ; en facilitant les réponses opérationnelles ; en assumant pleinement notre rôle normatif.

Compter, recenser, mesurer d'abord, valeur ajoutée construite grâce à nos réseaux et notre Institut de statistiques.

Cette étape primordiale est fondamentale, car, sans elle, il est impossible de comprendre et d'agir avec discernement.

Nous avons ainsi tenu à jour une carte interactive – largement reprise – qui a permis de mesurer l'ampleur des fermetures d'écoles, maintenant de leur réouverture.

Pour orienter les politiques publiques de l'enseignement à distance, nous avons aussi affiné nos données, par exemple sur la question fondamentale de l'accès au numérique et de la fracture béante que cette crise a mis en évidence.

Nous avons aussi rendu compte, sur une carte interactive, de la fermeture des sites du Patrimoine mondial, qui a affecté neuf États membres sur dix au pic de la crise.

Nous avons également produit de nouvelles données sur la biodiversité et le travail des scientifiques ; sur la situation des musées ; ou encore sur ces communautés qui vivent par et pour le patrimoine immatériel ; mais aussi au sujet des journalistes et des médias, notamment en matière de liberté d'expression et de conséquences économiques pour la presse.

Notre première plus-value a donc été le diagnostic, les données, la mesure ; la deuxième a été notre capacité à partager et fédérer.

Dès le début de la crise, il est apparu que le partage international d'expériences, dans une crise affectant la plus grande partie de l'humanité, constituait un élément majeur pour définir les réponses adéquates.

C'est ainsi que peut se comprendre l'ampleur de la participation aux réunions ministérielles en ligne que l'UNESCO a organisées.

Les ministres de l'éducation ont été les premiers à se retrouver en ligne, le 10 mars d'abord, lors d'une réunion qui a rassemblé les représentants de 73 États.

Les représentants de 122 pays se sont à leur suite retrouvés en ligne, et à notre invitation, le 30 mars, autour des sciences ouvertes.

Plus de 130 ministres et vice-ministres de la Culture ont partagé leurs expériences de la crise, leurs réponses et leurs attentes le 22 avril dernier.

Je veux remercier chaleureusement toutes les délégations permanentes auprès de l'UNESCO, qui ont été des relais précieux pour l'organisation de ces réunions.

Cette fonction de partage et de mobilisation, nous l'avons également assurée à travers des plateformes d'échanges avec la société civile.

Je me réjouis à ce sujet du succès à travers le monde de notre initiative des débats Résiliart, qui traitent de la résilience de la culture et par la culture, qui donnent la parole aux artistes : ce furent des moments de vérité et de dialogue très appréciés.

À ce jour, près de 70 débats ont été déjà organisés, et 23 sont programmés d'ici fin août, par exemple en Algérie, en Éthiopie, au Ghana, en Allemagne, en Italie, à Cuba, en Chine, en Corée, au Japon et dans bien d'autres pays encore. Je me félicite d'ailleurs que l'Afrique ait été la région la plus représentée de ce mouvement, avec un tiers des débats organisés jusqu'à présent sur le continent.

Être cette plateforme de partage, c'est aussi la vocation de l'UNESCO, afin que nous interroguions le monde présent et imaginions celui de demain.

Fidèles à notre vocation de laboratoire d'idées, nous avons ainsi lancé un Forum de débats en ligne pour « Imaginer le monde à venir ».

En accord avec nos deux grandes priorités, nous avons commencé par un débat passionnant consacré à l'Afrique, et lancé une série de contributions portées par des voix de femmes.

Excellencies, ladies and gentlemen,

Building on substantiated data, on shared experiences, we've launched and consolidated a series of operational actions and campaigns to support Member States in this crisis.

*

In the field of education, to address a situation that directly threatens Sustainable Development Goal 4, we began by publishing educational resources and practical guides in several languages, to create the best possible conditions for this transition to remote learning.

Our studies showed that 43% of learners around the world do not have Internet access – and this figure jumps to 82% in sub-Saharan Africa.

To address this digital divide, we put special emphasis on training programmes geared towards radio and television, to help teachers develop educational content for these types of media.

In this unprecedented crisis, we needed to unite and mobilize, which we did with the creation of a Global Education Coalition, which brings together more than 90 partners – multilateral organizations, the private sector, the education community and national authorities.

This Coalition is a global and agile support system, which is rolling out major cross-cutting initiatives in three main areas: connectivity, girls' education and teachers. It has also begun working in various countries in response to the needs expressed by Member States using the resources provided by partners, with a special focus on Africa.

This large-scale experience will yield many lessons for the future, on the resilience of education systems, on open educational resources and on the complementary tools that need to be implemented.

Lessons will have to be drawn for the futures of education, and this is, of course, already on the agenda of our International Commission on the Futures of Education.

As schools and universities closed around the world, so did cultural institutions, museums and concert halls.

Another pillar of our mandate, culture, became one of the first sectors to suffer from the crisis.

We took part in the global movement to find new ways of disseminating culture. Our campaign #ShareHeritage allowed people to visit World Heritage sites from home. Through our Global Digital Library, Internet users could browse exceptional open access resources.

We also responded to increased demand for training by those working in the cultural sector, for example by running a series of webinars on the illicit trade of cultural goods.

We launched the ResiliArt debate series and monitored responses to COVID-19 in the cultural field, to inform all aspects of our work on cultural policies.

*

We have seen how, more than ever, journalists play an essential role in developing citizen awareness and supporting critical and rational discourse on our societies. This is all the more true during pandemics, when false information and rumours abound.

Demand for training was high in the field of communication and information, especially among journalists who, like many other professionals, had to partially rethink the way they did their jobs.

We also took steps to share high-quality information, debunk misinformation, and raise awareness of appropriate health measures.

Whether over the airwaves or on the net, we used all available media – radio, first and foremost, given its incredible ability to speak to all, but also television and social media.

Our actions included the #Dontgoviral campaign, which was a resounding success in Africa, reaching more than 130 million people. This collective achievement built on the creativity of artists, the power of the spoken word and Africa's unique linguistic heritage.

Other initiatives have been launched by our networks to capitalize on the potential of artificial intelligence to access information and study trends.

*

The final elements in our response to the COVID-19 crisis come from the natural and social sciences, scientific cooperation, and open science, for better and fairer access to data and the results of research. The articulation between science and

policy, science as a public common good and the issue of scientific culture have been central in the crisis.

This is the reason why we maintained the launch of the World Water Development Report on behalf of the UN-Water family, why we stepped up our work on water education, and why we pleaded for more open sciences.

We also took steps to adapt and provide training to actors in the Intergovernmental Oceanographic Commission's tsunami warning network, given the effect of physical distancing measures on data collection, the organization of coastal defences and victim relief.

*

However, this crisis is not only technical. It also needs to be analysed and supported through the social sciences.

Generally speaking, we have approached it from an ethical angle, reaffirming that human rights cannot be ignored, even when they must align with health considerations.

The International Bioethics Committee and the World Commission on the Ethics of Scientific Knowledge and Technology have strongly affirmed this principle in their declarations.

In this context, the questions of inclusion and the fight against racism and stigmatization have been essential components of our response.

Our UNESCO University chairs working in the fields of inclusion, social justice and the culture of peace have carried out specific analyses.

Thanks to our network of inclusive and sustainable cities, we have also taken action through dedicated training programmes, webinars, radio messages, research programmes with partner universities – including Harvard – and campaigns organized with and for our youth networks, to ensure that the values of solidarity and sharing are not collateral victims of the lockdown.

In doing so, we have relied heavily on the Inclusive Policy Lab platform developed by our MOST programme.

In these efforts to leave no one behind, we have also paid special attention to the issue of violence against women, who are particularly vulnerable when behind closed doors.

The ethics of artificial intelligence is another major issue with operational implications that reinforce our determination to make progress. The first meeting of the 24 experts charged with developing a draft of the Recommendation on the Ethics of Artificial Intelligence, took place as planned – online, of course – from 20 to 24 April.

With observers from 39 Member States and 10 observers from the UN family, international organizations and civil society, we saw the interest this work has generated. We'll soon go even further by launching an online platform to collect input from civil society. I'd like to thank Kuwait for its voluntary contribution, which made it possible to implement this collaborative tool.

*

Excellences, Mesdames et Messieurs,

En nous ajustant à la crise du COVID, nous étions pleinement dans notre mandat, pleinement respectueux de notre stratégie, essayant pendant ces 3 derniers mois, sur les 24 de ce biennium, de maintenir la possibilité pour notre Organisation d'atteindre les objectifs fixés par les États membres, objectifs gravement affectés par la pandémie.

Vous aurez certainement vu le dernier rapport du PNUD, qui montre que l'indice de développement humain mondial pourrait décliner pour la première fois depuis l'introduction de cet indicateur en 1990, du fait des régressions notamment sur l'éducation.

Je veux remercier aussi ces États membres, qui s'étaient engagés pour les grands rendez-vous de notre calendrier, pour la disponibilité dont ils font preuve afin de

reprogrammer ces événements, dès que possible, dans le biennium - qu'il s'agisse du patrimoine mondial, en Chine, de la liberté de la presse au Pays-Bas, du réseau de biosphères au Nigeria ou de l'éducation au développement durable en Allemagne.

Nous serons pour cela, ensemble, soumis au calendrier sanitaire mondial et à la réouverture des déplacements internationaux.

Remercier ceux aussi qui nous ont aidés à avancer dans des dialogues en ligne, qu'il s'agisse de l'éthique de l'intelligence artificielle, comme le Koweït ainsi que je l'ai mentionné, ou du pilotage du projet visant à faire revivre l'esprit de Mossoul, avec les Emirats arabes unis et l'Irak.

Je veux remercier de leur confiance les États membres, à qui nous devons des réunions ministérielles à un niveau inédit, et les échanges de fond qui ont orienté notre action. Je veux aussi remercier les délégations permanentes pour leur participation importante aux réunions d'information thématiques ou générales.

Les actions qui auront été menées ont été aussi rendues plus visibles : pendant toute cette période, l'UNESCO a mené de nombreuses prises de paroles et fait l'objet d'une attention soutenue, avec des audiences jamais atteintes dans certains cas.

C'est aussi un message fort pour le multilatéralisme aujourd'hui. Car s'il y a bien un enseignement que nous pouvons d'ores et déjà tirer de cette crise, c'est que l'échelle mondiale est l'échelle pertinente pour façonner notre avenir.

C'est que le multilatéralisme reste le système le plus juste pour l'appréhender, à condition d'être un multilatéralisme concret, en actions et soutenu par ses membres dans le sens de l'intérêt général, comme un bien commun.

Il nous revient maintenant de faire en sorte que ce malheur nous soit utile : que cette crise profonde, qui n'est certainement pas la dernière, soit l'occasion de faire l'inventaire de nos acquis et de nous projeter dans l'avenir.

Car la crise, expérience qui ébranle notre rapport habituel au monde, est l'occasion de réinterroger nos concepts et nos priorités. Elle ne devient une catastrophe, pour reprendre l'analyse d'Hannah Arendt, que si nous y répondons par des idées toutes faites, c'est-à-dire des préjugés.

Sachons nous montrer à la hauteur des défis qui nous attendent et nous souvenir de cette pensée du prospectiviste français Gaston Berger, que le philosophe sénégalais Souleymane Bachir Diagne rappelait récemment : « l'avenir, ce n'est pas ce qui va inéluctablement arriver mais ce que nous allons en faire ensemble ».

Je vous remercie.